

Investissement Québec: de moins en moins actionnaire

Les actions d'entreprises représentent moins du quart du portefeuille d'Investissement Québec

SYLVAIN LAROCQUE

Lundi, 12 novembre 2018 11:55

MISE à JOUR Lundi, 12 novembre 2018 11:55

Sept ans après avoir absorbé la Société Générale de financement (SGF), Investissement Québec (IQ) est de moins en moins actionnaire d'entreprises d'ici, ce qui limite son impact dans l'économie.

L'an dernier, IQ a investi 59M\$ dans le capital-actions d'entreprises québécoises. C'est quatre fois moins que les 247M\$ investis quatre ans plus tôt, constate-t-on à la lecture des rapports annuels de la société d'État.

Résultat de cette tendance constante au cours des dernières années: la valeur des participations d'IQ dans des entreprises est passée de 1,3G\$ en mars 2015 à moins d'un milliard en mars 2018, une baisse de 26%. IQ est actuellement actionnaire de 47 entreprises, contre 51 en 2015, et ses participations sont moins importantes en moyenne.

La proportion des placements en actions dans le portefeuille d'IQ est ainsi passée de 35 à 24% en trois ans. L'investissement de 1,3G\$ dans les avions C Series est exclu puisqu'il a été fait directement par le gouvernement et non pas à même les fonds propres d'IQ.

Les prêts bondissent

Pour contrer ce recul, IQ a appuyé sur l'accélérateur dans le secteur des prêts aux entreprises. L'an dernier, elle en a attribué pour 837M\$, soit 75% de plus que les 477M\$ octroyés en 2014-2015. Les prêts représentent désormais 52% du portefeuille d'IQ, contre 37% il y a trois ans.

Isabelle Fontaine, porte-parole d'IQ, rétorque que dans un marché où les offres de financement abondent, «les entreprises ont tendance à moins vouloir ouvrir leur actionnariat».

Cette réalité n'a pourtant pas empêché la Caisse de dépôt et placement d'accroître de 50% ses investissements dans le secteur privé québécois de 2013 à 2017 (capital-actions et prêts).

Notons toutefois qu'IQ a accru ses investissements en capital de risque, qui sont principalement dirigés vers de jeunes entreprises technologiques. Le capital de risque représente actuellement 16% du portefeuille d'IQ, contre 11% en 2015.

Un outil pour l'État

Le directeur général de l'Institut sur la gouvernance, Michel Nadeau, ne comprend pas la frilosité d'IQ face aux prises de participation dans des entreprises.

«Des prêts, ça ne vous donne pas accès à la plus-value lorsqu'une entreprise va bien et de toute façon si ça va vraiment mal, vous allez perdre de toute façon, que ce soit un prêt ou des actions», souligne-t-il.

De plus, relève M. Nadeau, une présence dans l'actionnariat peut permettre à l'État de contrer des offres d'achat étrangères.

«Ça donne une espèce de droit de veto au gouvernement s'il détient une participation significative une entreprise», affirme-t-il.

Nouveau cap avec la CAQ?

Le spécialiste reconnaît que les dirigeants d'IQ n'aiment pas la volatilité des placements en actions et que les élus redoutent les répercussions politiques de fiascos comme celui de Papiers Gaspésia. «Mais je pense qu'on devrait passer par-dessus ça», dit-il.

L'ancien ministre péquiste Daniel Paillé a l'impression que le nouveau gouvernement caquiste demandera à IQ de se relancer dans le capital-actions.

«François Legault et plusieurs de ses ministres ont été dans plusieurs entreprises, alors ils connaissent ça», note-t-il.